

# ASSEMBLÉE NATIONALE

23 février 2009

---

PROTECTION DE LA CRÉATION SUR INTERNET - (n° 1240)

Commission	
Gouvernement	

## AMENDEMENT

N° 129 Rect.

présenté par

M. Tardy, M. Le Fur, M. Suguenot, M. Lezeau, Mme Rosso-Debord, M. Nicolas,  
M. Michel Voisin, Mme Lamour, M. Decool, M. Le Nay, M. Philippe Armand Martin,  
M. Bur et M. Morel-À-L'Huissier

-----  
**ARTICLE 2**

À l'alinéa 88, après le mot :

« peut »,

insérer les mots :

« demander au juge judiciaire de ».

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence.

La suspension de l'accès internet est une sanction, qui doit relever uniquement de l'autorité judiciaire. La commission de protection des droits, bien que composée de personnes ayant le statut de magistrats, n'est pas une juridiction. Elle n'a donc pas à prononcer de sanctions.

De plus, il est anormal qu'une instance ayant procédé au lancement des poursuites et à l'instruction du dossier soit également celle qui prononce la sanction.